

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES ET DE LA LOGISTIQUE

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES

CAHIER DES CHARGES

APPEL À LA CONCURRENCE

Procédure ouverte

Coordination de la sécurité et de la santé des activités de maintenance du gros-œuvre et du second œuvre, des activités de maintenance technique et des activités relatives à l'hygiène des bâtiments occupés et/ou à occuper par le Parlement européen

06A20/2017/M006

1. INTRODUCTION

Le présent cahier des charges fait partie intégrante des documents de marché préparés pour le marché en objet. Les documents de marché susmentionnés sont composés:

- d'une lettre d'invitation à soumissionner ;
- des conditions pour soumettre une offre ;
- d'un cahier d'engagement ;
- d'un cahier des charges et de ses annexes ;
- et d'un modèle de contrat et de ses annexes.

Le présent cahier des charges est complété par les annexes suivantes, qui en font partie intégrante:

Annexe I: Spécifications techniques

Annexe II: Politique environnementale du Parlement européen

Annexe III: Sans objet

Annexe IV: Sans objet

Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Annexe VI: Sans objet

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Annexe VIII: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

PARTIE I - INFORMATIONS GÉNÉRALES

2. OBJET DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions du Règlement (UE, Euratom) 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, tel que modifié par le règlement (UE, EURATOM) 2015/1929 du Parlement européen et du Conseil du 28 octobre 2015 et du Règlement délégué (UE) 2015/2462 de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le Règlement délégué (UE) 1268/2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, le Parlement européen a décidé de lancer le présent appel d'offres en vue de la signature d'un contrat-cadre de coordination de la sécurité et de la santé des activités de maintenance du gros-oeuvre et second oeuvre, des activités de maintenance et des activités relatives à l'hygiène des bâtiments occupés par le Parlement européen à Luxembourg.

3. DESCRIPTION, OBJECTIF ET MONTANT ESTIMÉ DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché de services.

Le Parlement européen entend disposer d'une équipe de coordinateurs de sécurité et de santé assurant des prestations identiques à celles prescrites dans le Règlement grand-ducal du Luxembourg du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, ainsi qu'à tout texte postérieur ou en découlant pour les activités de maintenance du gros-œuvre et du second œuvre, les activités de maintenance technique et les activités relatives à l'hygiène.

Le marché a une durée totale maximale de quatre (4) années à compter de la date de signature du contrat-cadre. L'exécution du marché ne commencera qu'à partir du moment où le contrat-cadre sera signé. Tout renouvellement contractuel sera effectué conformément aux conditions fixées dans le contrat.

Le marché a une valeur totale approximative de 224.000 euros (56.000 €/an pendant 4 ans).

4. PARTICIPATION A LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

La participation à la présente procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet du présent appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer l'admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés. Ils présenteront également les preuves requises selon leur loi nationale ou d'autres preuves équivalentes permettant au Parlement européen de vérifier leur origine.

5. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

L'annexe V sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si celle-ci est introduite par un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation du marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique au plus tard avant la signature du contrat si le marché lui est attribué. Cette forme juridique pourra prendre une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre ;
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, cela pourrait être par exemple, un consortium ou une association momentanée) ;
- la signature, par tous les partenaires, d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le statut réel du groupement sera prouvé par tout document ou accord souscrits entre les membres du groupement et devra être joint à l'offre.

Exceptionnellement, ces documents ou accords pourront être modifiés et/ou envoyés après la date limite de soumission d'une offre mais en aucun cas après la communication des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires concernés. Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter une offre si les conditions des accords entre les membres d'un groupement sont modifiées au cours de la procédure, si celles-ci ne prévoient pas une responsabilité solidaire entre ses membres ou si aucun accord ayant une valeur juridique n'a été présenté avec l'offre.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. En tout cas, il est rappelé que le Parlement européen se référera expressément dans le contrat à signer avec le groupement d'opérateurs à l'existence d'une responsabilité solidaire entre ses membres. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité pouvant représenter les membres et ayant, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission.

Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché. Dans ce cas, ces membres devront produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

6. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée.

7. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

8. PRIX

Les prix sont révisables selon les conditions indiquées dans le projet de contrat.

En application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes.

9. GARANTIES FINANCIÈRES

Non applicable.

10. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Politique environnementale du Parlement européen

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Des informations à ce sujet sont fournies par le service ordonnateur dans l'annexe II du présent cahier des charges. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande de celui-ci, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (du point de vue technique, sécurité et environnemental) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels. L'attributaire fournira également, si on le lui demande, les éléments nécessaires pour informer le personnel du Parlement européen des mesures environnementales à prendre pour les produits utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat.

Gestion des émissions carbone

Non applicable.

11. POLITIQUE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter, dans l'exécution du marché, une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, à maintenir et à promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité des chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes ;
- emploi et intégration des personnes handicapées ;
- élimination de tout obstacle au recrutement et de toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

12. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES CONTRATS-CADRES

L'objet du présent marché public sera exécuté au moyen d'un contrat-cadre. Les quantités énoncées dans les documents d'appel d'offres sont des quantités indicatives, obtenues par une estimation moyenne du besoin pendant la durée du contrat-cadre, afin de permettre aux candidats d'apprécier l'ampleur du marché et de présenter leur meilleure offre, et au Parlement européen, de comparer les offres selon le critère prix sur base d'un modèle de consommation estimatif. Cependant, les quantités effectivement commandées peuvent être tant supérieures qu'inférieures à l'estimation. L'attributaire du marché ne saurait prétendre à un minimum ou à un maximum commandé et, par le fait de soumettre une offre, s'engage à satisfaire les commandes effectives correspondant au besoin du Parlement européen.

Le contrat-cadre sera exécuté par le biais de bons de commande qui seront adressés au contractant.

PARTIE II - CRITÈRES D'EXCLUSION, DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

13. CRITÈRES D'EXCLUSION

La version intégrale des articles 106, 107 et 108 du Règlement financier relatifs aux critères d'exclusion et à leur application sont disponibles au Journal officiel de l'Union européenne, N° L 286 du 30 octobre 2015, pp.1 à 29.

Article 106 du Règlement financier (extraits) : seuls les points 1, 4, 7 et 8 de l'article 106 sont reproduits.

1. Le pouvoir adjudicateur exclut un opérateur économique de la participation aux procédures de passation de marché régies par le présent règlement dans les cas suivants :
 - a) l'opérateur économique est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales ;
 - b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où il est établi, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté ;
 - c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes :
 - i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché ;
 - ii) conclusion d'un accord avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
 - iii) violation de droits de propriété intellectuelle ;
 - iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation de marché ;
 - v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché ;

d) il a été établi par un jugement définitif que l'opérateur économique est coupable de l'un des faits suivants :

- i) fraude, au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995¹ ;
- ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997², et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil³, ou telle qu'elle est définie dans le droit du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où l'opérateur économique est établi ou du pays où le marché doit être exécuté;
- iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil⁴;
- iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil⁵;
- v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil⁶, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;
- vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil⁷;

¹ JO C 316 du 27.11.1995, p. 48

² JO C 195 du 25.6.1997, p. 1

³ Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé (JO L 192 du 31.7.2003, p. 54).

⁴ Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42).

⁵ Directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (JO L 309 du 25.11.2005, p. 15).

⁶ Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).

⁷ Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil (JO L 101 du 15.4.2011, p. 1).

- e) l'opérateur économique a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;
 - f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil⁸.
4. Le pouvoir adjudicateur exclut l'opérateur économique lorsqu'une personne qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit opérateur économique ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de cet opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, points c) à f). Le pouvoir adjudicateur exclut également l'opérateur économique lorsqu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes dudit opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, point a) ou b).
7. Le pouvoir adjudicateur (...) n'exclut pas un opérateur économique de la participation à une procédure de passation de marché :
- a) lorsque l'opérateur économique a pris des mesures correctrices visées au paragraphe 8 du présent article, démontrant ainsi sa fiabilité. Cette faculté ne s'applique pas dans le cas visé au paragraphe 1, point d), du présent article ;
 - b) lorsqu'il est indispensable pour assurer la continuité du service, pour une durée limitée et dans l'attente de l'adoption des mesures correctrices énoncées au paragraphe 8 du présent article ;
 - c) lorsqu'une exclusion serait disproportionnée (...).

En outre, le paragraphe 1, point a), du présent article ne s'applique pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des liquidateurs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit national.

(...)

⁸ Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme (JO L 164 du 22.6.2002, p. 3).

8. Les mesures visées au paragraphe 7 destinées à remédier à la situation d'exclusion peuvent notamment comprendre :
 - a) les mesures visant à identifier l'origine des situations donnant lieu à l'exclusion et les mesures concrètes prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel dans le domaine d'activité concerné de l'opérateur économique qui sont de nature à corriger la conduite et à éviter qu'elle se répète ;
 - b) les éléments prouvant que l'opérateur économique a pris des mesures pour indemniser ou réparer le dommage ou le préjudice causé aux intérêts financiers de l'Union par les faits en cause donnant lieu à la situation d'exclusion ;
 - c) les éléments prouvant que l'opérateur économique a payé ou garanti le paiement de toute amende infligée par une autorité compétente ou de tout impôt ou de toute cotisation de sécurité sociale visé au paragraphe 1, point b).

Article 107 du Règlement financier (extraits) : seuls les points 1 et 2 de l'article 107 sont reproduits.

Rejet d'une procédure de passation de marché déterminée

1. Le pouvoir adjudicateur n'attribue pas de contrat pour une procédure de passation de marché déterminée à un opérateur économique qui :
 - a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à l'article 106 ;
 - b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
 - c) a déjà participé à la préparation de documents de marché, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.
2. Avant de décider de rejeter d'une procédure de passation de marché déterminée, la candidature d'un opérateur économique, le pouvoir adjudicateur donne à cet opérateur la possibilité de présenter ses observations, sauf si le rejet est justifié sur la base du paragraphe 1, point a), par une décision d'exclusion prise à l'encontre de l'opérateur économique, après examen des observations qu'il a formulées.

Le soumissionnaire est invité à compléter, dater et signer la déclaration sur l'honneur figurant dans le "cahier d'engagement".

Évaluation des critères d'exclusion

1. Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure dans le "cahier d'engagement".
2. Le soumissionnaire à qui le marché sera attribué, fournira, dans un délai de dix (10) jours calendrier à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché et avant la signature du contrat, les preuves suivantes :
 - un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays où il est établi, faisant apparaître que l'opérateur économique auquel le marché est à attribuer ne se trouve pas dans un des cas mentionnés à l'article 106, paragraphe 1, points a), c), d) ou f),

du Règlement financier. En cas de doute, il en va de même pour les personnes mentionnés à l'article 106, paragraphe 4 ;

- un certificat récent délivré par l'autorité compétente de l'État concerné afin de prouver que le soumissionnaire ne se trouve pas dans le cas mentionné à l'article 106, paragraphe 1, point a) et b), du Règlement financier ;
 - lorsque les documents ou certificats indiqués ci-dessus ne sont pas délivrés par le pays concerné, et pour les autres cas d'exclusion visés à l'article 106 du Règlement financier, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle de l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays où il est établi.
3. Le soumissionnaire à qui le marché est attribué est dispensé de l'obligation de produire les preuves documentaires indiquées au paragraphe 2 si le soumissionnaire est une organisation internationale, si le Parlement européen peut y avoir accès gratuitement en consultant une base de données nationale ou si de telles preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et pour autant que la date de délivrance des documents en question ne remonte pas à plus d'un an et qu'ils soient toujours valables. En pareils cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les documents justificatifs ont déjà été fournis lors d'une procédure de passation de marchés antérieure qu'il précisera, et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation, ou communique le moyen d'accès à la base de données auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus.

14. CRITÈRES DE SÉLECTION

14.1. Capacité légale et réglementaire

Le soumissionnaire doit remplir au moins une des conditions suivantes :

- a) être inscrit au registre professionnel ou au registre de commerce qui convient; sauf s'il s'agit d'une organisation internationale ;
- b) pour les marchés de services, détenir une autorisation spécifique prouvant qu'il peut produire l'objet visé par le présent marché dans son pays d'établissement ou être un membre d'une organisation professionnelle spécifique.

Pour les groupements d'opérateurs économiques, chaque membre fournira la preuve quant à sa capacité légale et réglementaire.

14.2. Capacité financière et économique

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité économique et financière suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de la valeur et l'étendue de celui-ci. Si à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité financière du soumissionnaire ou si celle-ci s'avère insuffisante pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils justifient de la réalisation, au cours des trois derniers exercices clos à la date de publication de l'avis de marché, d'un chiffre d'affaires annuel minimum de 112.000 euros, réalisé dans le domaine concerné par le marché ; ainsi que de la souscription d'une police d'assurance et quittance des primes.

Évaluation des critères de sélection relatifs à la capacité financière et économique :

L'évaluation de la capacité financière et économique sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires :

- les états financiers portant sur les trois (3) derniers exercices clôturés ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine objet du présent marché, selon le modèle prévu par l'annexe VII de ce cahier des clauses administratives ;
- des déclarations appropriées de banques et la preuve d'une assurance « Responsabilité civile » ou « risques professionnels ».

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les références demandées, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen.

Également, le soumissionnaire pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le soumissionnaire et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution du marché.

Dans les mêmes conditions, un groupement d'opérateurs économiques peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou d'autres entités.

Par ailleurs, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

14.3. Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à ses capacités techniques et professionnelles ou si celles-ci s'avèrent insuffisantes pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles suivantes :

- Les soumissionnaires devront justifier de l'exécution, au cours des trois (3) dernières années à compter de la date de publication de l'avis de marché, de trois (3) contrats ayant pour objet des prestations de services de même nature que celles objet du présent marché. Parmi ces contrats un au moins devra porter sur des prestations relatives à des travaux exécutés dans un bâtiment administratif en activité d'une surface minimale de 50.000 m² ;
- Les soumissionnaires devront justifier qu'ils disposent de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique nécessaire à l'exécution du contrat objet du présent marché ;
- Les soumissionnaires devront justifier que leurs effectifs propres pendant les trois (3) dernières années à compter de la date de publication de l'avis de marché comportaient au minimum, selon les termes du Règlement grand-ducal du Luxembourg du 9 juin 2006, trois (3) coordinateurs de sécurité et de santé, au minimum de niveau B.

Évaluation des critères de sélection relatifs à la capacité technique et professionnelle :

L'évaluation de la capacité technique et professionnelle sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires :

- Une liste de strictement trois (3) (minimum et maximum) références à des prestations de services de même nature effectuées lors des trois (3) dernières années à compter de la date de publication de l'avis de marché.

Pour chaque référence les soumissionnaires fourniront les renseignements suivants :

- la date de début et de fin d'exécution des prestations ;
 - la nature des travaux concernés ;
 - l'identité du bénéficiaire ;
 - la surface des bâtiments concernés et leur destination ;
- une déclaration sur l'honneur indiquant que le soumissionnaire dispose de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique nécessaire à l'exécution du contrat ;

- une déclaration sur l'honneur indiquant que les effectifs propres du soumissionnaire pendant les trois (3) dernières années à compter de la date de publication de l'avis de marché comportaient au minimum, selon les termes du Règlement grand-ducal du Luxembourg du 9 juin 2006, trois (3) coordinateurs de sécurité et de santé, au minimum de niveau B ;
- trois (3) profils des responsables de la prestation dans le domaine du présent marché.

Le soumissionnaire pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles et/ou techniques de celui-ci.

Si le Parlement européen établit qu'un soumissionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution du marché, le Parlement pourra conclure que le soumissionnaire n'a pas le niveau de qualité approprié pour exécuter le marché.

15. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué à l'offre la moins chère parmi les offres recevables et conformes au cahier des charges. La comparaison des offres sera effectuée sur base du prix total figurant au bordereau récapitulatif.

Annexe I : Spécifications techniques

1. Objectif

L'objectif est de disposer d'une équipe de coordinateurs de sécurité et de santé permettant de répondre aux prescriptions du Règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, ainsi qu'à tout texte postérieur ou en découlant, pour tout "chantier" (répondant à la définition dudit règlement) initié par le Parlement européen.

L'équipe sera composée de coordinateurs de sécurité et de santé agréés par le ministre pour des chantiers au minimum de niveau B, selon les termes du Règlement grand-ducal du 9 juin 2006 :

- concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles,
- déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles,

ainsi qu'à tout texte postérieur ou en découlant.

L'équipe couvrira l'ensemble des domaines techniques du bâtiment (électricité, hydro-sanitaire, hygiène, techniques spéciales, levage, sécurité-incendie, sécurité générale, contrôle d'accès, architecture, gros-œuvre, second œuvre, parachèvement, environnement, etc.).

Des missions à caractère général et en régie sont prévues.

La prestation de coordination de la sécurité et de la santé sur site est organisée en fonction des besoins des différents services du Parlement européen. Ces prestations sont réalisées dans les locaux et pendant les heures d'ouvertures des services du Parlement européen.

L'équipe couvrira l'ensemble des bâtiments occupés et/ou à occuper par le Parlement européen au Luxembourg.

2. Types de commandes

2.1. Mission générale

La mise à disposition du coordinateur de la sécurité et de la santé est rémunérée au contractant sur base d'un montant forfaitaire annuel pour les prestations d'un coordinateur, correspondant à approximativement 15 heures par semaine pendant les jours d'ouverture du Parlement européen et pour un total de maximum 750 heures par an.

Le contractant s'engage à effectuer les prestations relatives à la coordination de la sécurité et de la santé des activités de maintenance du gros-œuvre et du second œuvre, des activités de maintenance technique et des activités relatives à l'hygiène des bâtiments occupés et/ou à occuper par le Parlement européen.

Ces prestations consistent à suivre les activités des domaines suivants:

- Prestations de services de nettoyage et d'entretien des bureaux, salles, circulations, archives, sanitaires, abords, parkings, rampes d'accès, chemins piétons ainsi que des zones spécifiques tels que centre médical, centrale d'achats et restauration.
- Prestations de services de nettoyage de la vitrerie, des menuiseries et habillages métalliques intérieurs et extérieurs.

- Déblayage et épandage de produits adaptés à la nature des sols, des voies d'accès (parvis, trottoirs, accès parking, cheminement piétons) suivant les plans de salage des bâtiments concernés⁹.
- Mise en place de boîtes à appâts contre les rongeurs et nuisibles de toutes sortes sécurisées aux localisations stratégiques et en nombre suffisant (dératisation).
- Mise en place et remplacement des conteneurs à serviettes hygiéniques et des rafraichisseurs d'air.
- Entretien des espaces verts et plantations autour des bâtiments occupés par le Parlement européen.
- Travaux d'aménagement, de réparation et d'entretien des ouvrages du second œuvre dans les bâtiments occupés ou à occuper par les services du Parlement européen à Luxembourg (menuiserie, peinture revêtements de sols et murs, maçonnerie, carrelage, démontage / montage des cloisons).
- Entretien, conduite et exploitation des installations techniques à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments (chauffage, climatisation, ventilation, électricité, incendie, sanitaire).
- La maintenance des installations de levage et des portes dans les bâtiments.
- Travaux d'installations d'équipements électriques.
- Travaux d'installations de chauffage, climatisation, ventilation et sanitaire.

Ces prestations font l'objet de contrats signés par le Parlement européen avec des sociétés externes.

2.2. *Mission en régie*

Les prestations supplémentaires effectuées sur demande spécifique du Parlement européen en vue de l'assister ou de le conseiller ou lors de travaux exceptionnels ou de formations spécifiques à la sécurité et santé au travail, font l'objet d'un bon de commande, relatif à la nature des prestations, sur la base du tarif horaire figurant au bordereau des prix pour un total de maximum 75 heures par an.

3. **Description des moyens et organisation**

Pendant toute la durée du contrat, le contractant dispose d'une équipe en nombre suffisant pour exécuter le présent marché.

Le contractant prend toutes les mesures qu'il juge nécessaire pour adapter son effectif aux demandes du Parlement européen. Le contractant ne peut en aucun cas arguer des problèmes d'effectifs en cas de retard des prestations commandées.

L'équipe s'adjoit les ressources humaines techniques et administratives qui lui sont nécessaires pour exécuter les missions commandées.

⁹ Ces prestations se feront à la main ou mécaniquement selon la situation des voies concernées, la nature et/ou quantité des précipitations.

Pour des raisons fonctionnelles, les intervenants affectés au présent marché par le contractant ont une bonne connaissance de la langue française et d'une autre langue communautaire (une bonne connaissance de la langue allemande peut s'avérer nécessaire).

La correspondance, les rapports et tous les autres documents techniques préparés par le contractant sont établis en langue française.

Le contractant est soumis à une obligation de moyens et de résultats pour les missions générales, et pour les missions en régie.

4. Description des prestations

Les prestations sont celles décrites au Règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Lors de la prise en main du contrat, le contractant doit établir ou adapter un Plan Général de Santé et Sécurité (PGSS) intégrant l'ensemble des activités sur base des Plans Particuliers de Santé et de Sécurité (PPSS) transmis par les sociétés d'entretien et de maintenance. Ce document est révisé chaque fois que nécessaire et au minimum une fois par an par le contractant. Le contractant assure toutes les visites nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Dans le cadre de la mission, le contractant s'engage à participer aux réunions sur demande du Parlement européen.

A la fin de chaque semaine un rapport doit être rédigé pour l'ensemble des prestations effectuées incluant les remarques éventuelles et les heures prestées. Tout risque imminent, constaté lors d'une visite du contractant, doit immédiatement faire l'objet d'une communication auprès des interlocuteurs du Parlement européen.

À la fin de chaque trimestre un rapport de synthèse doit être rédigé pour l'ensemble des prestations effectuées. Ce rapport doit être validé et signé par le gestionnaire du contrat et par le contractant.

5. Rédaction des documents

Les documents sont à fournir dans un format informatique modifiable et au format PDF. La mention du nom du contractant ou son logo, son adresse, ses références internes etc. sont admises uniquement sur les pages de garde.

Le contractant se conforme aux mises en page des documents du Parlement (polices de caractères, formes des en-têtes et pieds de page, formats des titres, etc.).

Chaque rapport hebdomadaire doit être complet et détaillé, et doit comporter les informations suivantes:

- La prescription réglementaire de référence
- Le ou les bâtiments contrôlés
- Le ou les noms des sociétés
- Le ou les chantiers
- Le ou les types d'installations ainsi que les localisations
- Le mode opératoire du contrôle ou toute autre information permettant de faciliter l'interprétation et l'évaluation des résultats
- Les conclusions des visites
- Les remarques détaillées sur les éventuelles causes de non conformités
- Le n° du rapport
- La date des visites
- Les heures prestées

La transmission des rapports est fixée endéans sept jours.

6. Calcul des honoraires

6.1. Mission générale

La mission est payée sur base du forfait annuel. Le Parlement européen se réserve cependant le droit de revoir ce montant s'il est constaté des écarts significatifs avec les prestations approximatives demandées.

Les factures seront envoyées trimestriellement et payées sur présentation de l'ensemble des justificatifs (rapports hebdomadaires, rapport de synthèse trimestriel).

6.2. Mission en régie

Le prestataire est payé sur base du tarif horaire figurant au bordereau des prix et suivant le bon de commande établi par le Parlement Européen. Le prestataire établit un détail des prestations, à approuver par le Parlement européen. Cette approbation prendra la forme d'un procès-verbal (PV) établi par le gestionnaire du contrat et signé par les deux parties.

Les factures seront envoyées à la fin de la prestation et payées sur présentation de l'ensemble des justificatifs.

Annexe II : Politique environnementale du Parlement européen



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
 EUROPAISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
 PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLaments
 EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
 PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
 EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPEEN

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme, non seulement au travers de son rôle en matière de politique et de procédure législative, mais encore dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il doit prendre au quotidien.

En conséquence, le Parlement européen décide d'engager son Administration sur la voie de l'application de la norme EMAS (Eco-Management and Audit Scheme), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

Ce faisant, le Parlement européen s'engage à:

- *réduire ses émissions de dioxyde de carbone*
- *stimuler une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier*
- *introduire les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets*
- *incorporer des lignes directrices en matière d'environnement dans les procédures relatives aux marchés publics*
- *favoriser des comportements responsables et pertinents par la formation, information et sensibilisation de l'ensemble de son personnel, des Membres et de leurs assistants sur les aspects de leurs activités liées à l'environnement*
- *prendre des mesures de prévention contre la pollution*
- *assurer le respect des conditions imposées par la législation et les réglementations relatives à l'environnement*
- *faire en sorte que tous au sein de l'Institution s'engagent en faveur d'EMAS et des mesures d'amélioration de l'environnement qui en découlent*
- *prévoir des ressources adéquates pour son système de management environnemental et les actions y afférentes*
- *promouvoir la transparence dans la communication et le dialogue avec les parties intéressées, et cela tant sur le plan interne qu'externe.*

Le Parlement européen s'engage à décrire, à mettre en œuvre et à poursuivre sa politique environnementale, ainsi qu'à la communiquer à ses Membres, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est appliquée au travers de son système de management environnemental. La politique environnementale et ledit système de management environnemental couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.


 Jerzy BUZEK, Président
 Bruxelles, 28 septembre 2010




 Klaus WELLE, Secrétaire général
 Bruxelles, 28 septembre 2010

Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement européen

Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour **diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement**. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001:2004 et le Règlement EMAS 1221/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement dans des domaines tels que la production de déchets de bureau et de cuisine, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO₂ pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel...



Signature de la
Politique EMAS le
28 septembre 2010

Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuerez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devrait s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: "Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et détaillées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...) Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".

Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et revalorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'équipe de coordination EMAS se tient également à votre disposition).

Quelques petits conseils pour le quotidien:



Économisez l'eau. Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



Économisez l'énergie. Éteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et épargnez l'électricité.



Empruntez plutôt les escaliers. C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



Recyclez les déchets. Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés!



Privilégiez le transport public pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions CO₂.

Du concret pour l'environnement, le Parlement européen en a-t-il déjà réalisé? Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes:

- Le PE s'est engagé à **réduire ses émissions CO₂ de 30%** pour 2020.
- Le Parlement **trie et revalorise ses déchets** et porte une attention particulière aux **produits dangereux**.
- Le Parlement utilise de **l'électricité** provenant à **100%** de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des **clauses environnementales** dans les marchés publics.

Saviez-vous que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001:2004? Ainsi, des audits externes seront effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.

EMAS, c'est vous!



EMAS-214

Nous attendons vos propositions et suggestions sur emas@europarl.europa.eu ; ☎ (+352.4300) 22500

Annexe III : Sans objet

Annexe IV: Sans objet



Annexe V: Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Nom officiel du membre mandaté par le groupement¹⁰:

.....

Adresse officielle :

.....
.....

Forme juridique du groupement¹¹:

.....
.....

Je soussigné(e) M./M^{me}, en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

"Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, comme par exemple, un consortium ou une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres."

¹⁰ Indiquez le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

¹¹ À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

Renseignements concernant les membres du groupement économique			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques ¹²

Date:

Signature:

¹² Si l'offre contient déjà une telle description, l'endroit exact où celle-ci se trouve dans l'offre pourra être indiqué.

Annexe VI: Sans objet

Annexe VII: Fiche de renseignements financiers

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des trois derniers exercices, qui doivent être fournis en annexe.

Chiffre d'affaires

Montant total du chiffre d'affaires des trois derniers exercices, réalisé dans le domaine objet du marché

μ¹³

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Bénéfice

Montant total du résultat net après impôts réalisé durant les trois derniers exercices

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Actifs disponibles à court terme

Montant total des actifs disponibles¹⁴ dans un délai d'un an

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Endettement à court terme

Montant total des dettes¹⁵ à moins d'un an

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Certifiée sincère et exacte.

Date:

Signature:

¹³ Le chiffre d'affaires annuel minimal ne dépasse pas le double de la valeur annuelle estimée du marché, sauf dans des cas dûment justifiés ayant trait à la nature de l'achat, que le pouvoir adjudicateur explique dans les documents de marché.

¹⁴ Créances à un an au plus, commandes en cours, placements de trésorerie, valeurs disponibles et comptes de régularisation

¹⁵ Ensemble des dettes de toute nature à un an au plus et comptes de régularisation.

**Annexe VIII: Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne
lors de l'envoi de l'offre**



PARLEMENT EUROPEEN

Service du Courrier officiel

Rue Wiertz 60

BE - 1047 BRUXELLES

APPEL D'OFFRES n° 06A20/2017/M006

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Direction des Infrastructures

RMD 04J024

A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER

NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITEE



PARLEMENT EUROPEEN

Service du Courrier officiel

Rue Wiertz 60

BE - 1047 BRUXELLES

APPEL D'OFFRES n° 06A20/2017/M006

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Direction des Infrastructures

RMD 04J024

A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER

NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITEE